



HAL
open science

Entre AJS, UNEF et MJS. La socialisation militante à travers les réseaux politico-syndicaux

Lucie Bargel, Karel Yon

► To cite this version:

Lucie Bargel, Karel Yon. Entre AJS, UNEF et MJS. La socialisation militante à travers les réseaux politico-syndicaux. *Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique*, TRIANGLE, 2006, Lyon, France. halshs-00870069

HAL Id: halshs-00870069

<https://shs.hal.science/halshs-00870069v1>

Submitted on 4 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Lucie Bargel et Karel Yon

Communication à la journée d'étude du TRIANGLE (ENS-LSH, Lyon 2, IEP de Lyon) « Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », 24 novembre 2006. A paraître in Nicolas Defaud et Aurélie Llobet (dir.), *La condition politique des syndicats. Approche comparée*, Paris: L'Harmattan, Coll. « Cahiers politiques ».

ENTRE AJS, UNEF ET MJS.

LA SOCIALISATION MILITANTE A TRAVERS LES RESEAUX POLITICO-SYNDICAUX

Lucie Bargel et Karel Yon

CRPS/Université Paris I

C'est en nous intéressant aux effets de socialisation de l'engagement, et donc aux groupes de sociabilité dans le cadre desquels s'opèrent ces processus, que nous avons pu mesurer l'intérêt de croiser des terrains d'investigation originellement séparés (le MJS pour l'une¹, l'UNEF pour l'autre²), nos enquêtes apparaissant souvent multipositionnées. Parmi les plus investis, les trajectoires de professionnalisation militante impliquent en général une double rencontre, sans ordre préférentiel de succession, avec le syndicalisme et avec la politique, au point que se soit imposée la notion de réseaux politico-syndicaux. Pointer de la sorte la relativité de la frontière symbolique entre « syndicalisme » et « politique » n'équivaut pas pour autant à la dissoudre : en chaque agent, les appartenances organisationnelles se superposent ou se traversent pour dessiner des groupes d'interconnaissance qui cristallisent des communautés de valeurs et de pratiques spécifiques. Les « syndicaux » d'opinions politiques diverses ont parfois plus en commun dans leurs façons d'être et de penser que les membres d'un même courant politique investis, les uns en politique, les autres en syndicalisme. Cette plasticité des frontières organisationnelles conduit à s'interroger sur le poids des configurations politico-syndicales dans les conditions du militantisme, selon qu'elles impliquent pour les militants un impératif de gestion de rôles contradictoires ou à l'inverse, des possibilités de rapprochement entre rôles politiques et syndicaux.

Une des spécificités de cette socialisation militante juvénile tient à l'importance des organisations comme groupes de socialisation secondaire. Celles-ci y sont, sans doute plus que dans d'autres secteurs sociaux, un groupe de sociabilité, parfois exclusif. L'état de relative apesanteur sociale qui caractérise la condition étudiante fournit l'opportunité de vivre à temps plein *pour* son militantisme, quand il ne s'agit pas même, pour certains, d'une opportunité de vivre *de* son militantisme. Les pratiques militantes que développent ces jeunes dirigeants montrent qu'ils sont polyvalents, géographiquement mobiles, se retrouvent aux côtés des militants « de base » pour impulser les campagnes et, en quelque sorte, donner l'exemple... Militants permanents, rémunérés ou non, c'est à travers eux que se perpétuent les organisations : ils figurent ainsi l'incarnation d'une norme militante.

¹ Lucie Bargel, *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, thèse de science politique, dir. : Frédérique Matonti, Paris, Université Paris I, 2008. On mobilise ici des archives inédites pour les années 70, 80 et 90 : Fonds « MJS », 70 boîtes environ, non répertorié ; 3 boîtes « MJS » (classement provisoire) du fonds Jean-Marcel Bichat ; boîtes 114 et 116 (classement provisoire) du fonds Pierre Mauroy, boîtes 14 et 16 (classement provisoire) du fonds Lionel Jospin au Centre d'Archives Socialistes ; boîte « PS Secrétariat jeunesse 81-85 », collection *Le poing et la Rose*, hebdomadaire du PS depuis 1972, OURS ;. On a également mené une enquête ethnographique, par observation et entretiens, auprès des jeunes socialistes en 2003-04, complétée par deux questionnaires passés aux Congrès de 2003 et 2005.

² Karel Yon, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Étude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mém. DEA Sc. politique, dir. : Jacques. Lagroye, Paris, Université Paris I, 2001 ; « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une 'élite militante' », *Cahiers du GERME*, n°4, 2003 ; « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militier en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-167. Ces travaux s'appuient sur des entretiens et des archives privées de militants pour les années 1975-95, et sur une observation participante pour la seconde moitié des années 1990.

Étudier la socialisation militante, c'est tout à la fois prendre en compte la transformation des individus par leur enrôlement dans une organisation, et la transformation des organisations par la succession de générations militantes aux propriétés sociales différentes³. S'intéresser aux cadres de l'UNEF et du MJS sur le temps long, permet de rendre compte des processus de « fabrication » de modèles militants forgés par les contraintes et les opportunités d'univers sociaux plus vastes et évolutifs. Selon les contextes, un modèle ouvrier viril, ou un modèle scolaire plus mixte peuvent être temporairement dominants, produisant alors des effets sur la sélection des individus disposés à incarner ce modèle.

L'UNEF et le MJS connaissent, jusqu'aux années 1980, un développement relativement séparé. Les conditions de leur institutionnalisation produisent alors des normes militantes distinctes. À partir des années 1990, la circulation des militants entre ces deux organisations, combinée aux transformations de la configuration politico-syndicale, réunit les conditions d'un rapprochement des styles militants. Ce rapprochement s'actualise dans les pratiques des jeunes professionnels au tournant des années 2000, semblant témoigner d'une hybridation entre ces deux modèles.

MILITER EN « BOLCHEVIK » : LA GENESE POLITICO-SYNDICALE DU DEVOUEMENT A L'UNEF

Le militantisme syndical à l'UNEF telle qu'elle est aujourd'hui, depuis la réunification de 2001, doit beaucoup plus à la période ouverte par mai 68 qu'à l'héritage mythifié de la « grande UNEF » des années 1950-60. L'espace du militantisme étudiant s'est en effet profondément reconfiguré dans les années 1960-70, sous l'effet conjoint de l'explosion des effectifs universitaires et de la crise d'un PCF encore hégémonique dans le mouvement ouvrier. Le militantisme étudiant est alors marqué par le développement des groupes d'extrême gauche et la diffusion, dans des franges plus larges de la jeunesse, d'une « vulgate marxiste » qui sert à déchiffrer le monde social⁴. Si beaucoup de militants désertent l'UNEF au lendemain de 1968, deux groupes s'affrontent pour s'en approprier la légitimité : les étudiants communistes et les étudiants trotskystes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS), communément appelés « lambertistes », du nom du leader historique de l'OCI-PCI Pierre Lambert. L'opposition des deux groupes entraîne la scission de 1971 qui donne naissance à l'UNEF-Renouveau et à l'UNEF-Unité syndicale, respectivement animées par les étudiants communistes et lambertistes.

Dans les années 1970, la confusion est totale entre le syndicat et le groupe politique dont font partie ses dirigeants, au point que l'appellation d'« UNEF-AJS » s'impose longtemps comme désignation courante. Ce sont alors principalement les traits constitutifs d'un « lambertisme juvénile » qui façonnent les formes légitimes du militantisme à l'UNEF-US⁵. Le contexte des « années 68 », spécialement dans le milieu étudiant, est particulièrement propice à l'enrôlement dans une carrière de « révolutionnaire professionnel », comme une « façon de vivre sa jeunesse »⁶. Ce rôle est d'autant plus exigeant du côté des militants lambertistes que leur position dans le champ politique radical les amène à combattre sur deux fronts. Ils disputent aux communistes la légitimité du « mouvement ouvrier » traditionnel, d'où la défense de l'UNEF, qui les oppose aux « gauchistes ». Mais dans le même temps, ils s'opposent, en commun avec les autres groupes gauchistes, à la participation aux élections étudiantes prônée par l'UNEF Renouveau, synonymes d'intégration aux institutions « bourgeoises ». Le style étudiant lambertiste est le produit de la combinaison entre des formes de sociabilités juvéniles telles que la vie en bandes⁷, et d'un *ethos* militant ouvrier, cultivé par les militants plus âgés de l'OCI dans leur pratique syndicale. Ce modèle militant est dès lors marqué par la double dimension du « sens du concret » et de l'hétéro-normativité : valorisation de modes de recrutement non-intellectuels (enrôlement par les sports de combat, instrumentalisation

³ Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 199-215.

⁴ Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la « génération de mai 68 » », in Jacques Chevallier, dir., *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226 ; Philippe Juhem, « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 131-153.

⁵ Pour une présentation plus précise et exemplifiée de ce style de militantisme, cf. Karel Yon, « Modes de sociabilité... », *art. cit.*

⁶ Philippe Juhem, *art. cit.*

⁷ Gérard Mauger, « Espace des styles de vie déviants des jeunes des milieux populaires », in Christian Baudelot, Gérard Mauger, dir., *Jeunes populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 347-384.

politique des corps et des rapports de séduction...), opposition – en théorie comme dans la présentation de soi – au style contre-culturel⁸, valorisation de la normalité...

Si l'AJS disparaît progressivement au profit de l'UNEF-US comme cadre de militantisme prioritaire des étudiants lambertistes, ce transfert est rendu possible par un investissement politique accru de l'activité syndicale, comme l'illustre cette justification de la participation aux élections des CROUS de 1975 :

« Il s'agit bien d'une ligne de front POLITIQUE décisive dans la bataille de toute l'OCI pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour le [Front unique ouvrier], pour le gouvernement PCF-PS, bataille dans laquelle s'incarne la stratégie de la révolution prolétarienne, du gouvernement ouvrier et paysan. »⁹

L'enjeu des élections étudiantes se substitue à la présence dans les élections politiques, puisque l'OCI fait campagne pour le vote PS dès le 1^{er} tour en 1974, 1978 et 1981. C'est un rapport d'« homologie dynamique » qui se noue entre l'OCI et le PS dans l'opposition au PCF. En 1980, la création de l'UNEF-ID concrétise le partenariat noué quelques années auparavant avec les étudiants socialistes¹⁰, en même temps qu'elle consacre la domination lambertiste dans l'espace du militantisme étudiant, par le ralliement des militants de la LCR et des autogestionnaires à la nouvelle organisation. Le « sectarisme » des lambertistes (« *le lambertiste, il écoute mais il entend pas* », nous dit un ex) est mis à l'épreuve par leur nouvelle position : ils doivent diriger une organisation dont la valeur tient à sa diversité politique. Cette redéfinition du rôle syndical conduit à sélectionner les militants les plus « ouverts » pour le travail syndical : « *On prenait généralement les plus ronds, pour le travail dans l'UNEF* » nous dit un autre ancien militant. L'institutionnalisation de l'UNEF-ID, par l'élaboration de pratiques militantes et de principes d'évaluation – la construction d'une légitimité – spécifiques, conduit à l'autonomisation d'un rôle de syndicaliste, au dédoublement des rôles syndical et politique confondus auparavant dans l'UNEF-US.

La présence des étudiants socialistes au sein de l'UNEF-ID constitue moins un apport militant (ils sont très peu nombreux) qu'une sorte d'assurance politique pour les lambertistes, leur permettant d'entretenir des liens privilégiés avec la mouvance socialiste. Dans cette logique, l'UNEF-ID adopte comme slogan, dans l'après 81, « Faire entrer le changement à l'Université » : la victoire de la gauche l'autorise à s'engager dans les élections aux conseils d'université. Par contraste avec les quelques dizaines d'élus aux CROUS, c'est par centaines que les militants doivent endosser le rôle de représentant, avec ses attentes spécifiques en terme de présentation de soi, de maîtrise d'un vocabulaire et de compétences techniques. Cette arène contraste avec les espaces de confrontation routiniers des années antérieures, les assemblées générales et les coordinations où dominaient les militants d'extrême gauche et la vulgate marxiste. De surcroît, les succès électoraux croissants de l'UNEF-ID conduisent les syndicalistes à réévaluer l'élection comme principe de légitimation des pratiques militantes. L'essor de l'UNEF-ID accroît en outre les ressources matérielles à disposition des militants. Le congrès de 1984 est marqué par un rapprochement plus étroit avec Force ouvrière et par la valorisation d'un « syndicalisme à bases multiples » développant des activités de services. Outre les ressources assurées par le partenariat conclu avec la MNEF, l'animation des « Maisons de l'étudiant » (offrant des services de photocopies, photocopiés de cours, etc.) permet le développement d'un appareil propre à l'UNEF-ID. Si, dans le cadre de l'UNEF-US, les ressources permettant de financer les postes de permanents syndicaux provenaient de l'AJS-OCI, le rapport de dépendance matérielle s'inverse dans l'activité jeune de l'organisation lambertiste : c'est désormais l'UNEF-ID qui finance l'activité politique, pour le compte du parti, des militants étudiants.

L'institution syndicale acquiert ainsi sa logique propre, inscrite dans des rapports sociaux plus réguliers, davantage producteurs de rétributions symboliques. La fréquentation de personnages de premier plan dans la vie politique et sociale confère à l'institution syndicale et à ceux qui l'incarnent l'importance que veulent bien leur attribuer les personnalités qui les rencontrent. L'efficace de cette reconnaissance est décelable dans la prégnance des discours opposant « le monde réel » de l'UNEF-ID au « monde de fous » du PCI... À la sociabilité indissociablement politique et syndicale dans laquelle baignaient les générations militantes lambertistes des années 1970 se substitue une sociabilité proprement syndicale. Les militants se replient sur le syndicalisme, fournissent le minimum de travail « pour le compte du parti » de façon à donner le change. Leur tranquillité est assurée par le fait que le cloisonnement verticaliste de l'institution lambertiste limite le contact entre la « fédérale étudiante », qui regroupe l'ensemble des militants lambertistes en milieu

⁸ Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture... », *art. cit.*

⁹ « Note du Bureau politique sur la campagne des CROUS », 28/01/75 (document interne de l'OCI).

¹⁰ De la reconnaissance de leur autorité au sein de la MNEF, en 1972, jusqu'à l'intégration des socialistes à l'UNEF-US, en 1978.

étudiant, et le reste du PCI à la représentation des responsables étudiants au sein de la direction nationale du parti : « *On était en quelque sorte un Etat dans l'Etat* », nous dit un ex. Le retour de la gauche dans l'opposition offre l'opportunité de la rupture aux militants étudiants du PCI. En 1986, après avoir constitué une fraction clandestine dans le parti, Jean-Christophe Cambadélis, Benjamin Stora et environ 400 militants quittent le PCI et créent Convergence(s) Socialiste(s) pour « renforcer la gauche au Parti socialiste ».

Cette rupture aurait pu marquer la fin du lambertisme étudiant. Le secteur étudiant du PCI est décimé et ne se remettra jamais de ce choc. Parallèlement, le ralliement des militants de Convergence(s) Socialiste(s) au courant de Lionel Jospin est marqué par une actualisation idéologique qui conduit Jean-Christophe Cambadélis à annoncer, en 1989, la crise de la culture révolutionnaire et à revendiquer la rupture avec « la culture de la rupture »¹¹. Les militants investis dans l'activité syndicale en viennent à prôner la « mutation » de l'UNEF-ID en une nouvelle structure fusionnant avec les associations étudiantes, au nom de la défiance des étudiants à l'égard du syndicalisme comme de la politique¹². Leur pratique syndicale tend à valoriser de manière exclusive une posture partenariale s'appuyant sur l'expertise et la technicité des élus étudiants. Sur le plan des pratiques militantes comme des références idéologiques, les héritiers directs de cette histoire se trouvent donc en rupture, même s'ils revendiquent une continuité stratégique avec leurs engagements antérieurs (d'un « nouveau parti des travailleurs » au « parti de toute la gauche »). Pourtant, le patrimoine lambertiste retrouve une actualité en 1993-94, à l'occasion du changement de majorité de l'UNEF-ID. Le 8 janvier 1993, des dirigeants démissionnaires de la majorité de l'UNEF-ID écrivent une lettre à tous les adhérents, exposant une rupture indissociablement politique et syndicale avec le groupe des « amis de Jean-Christophe Cambadélis ». Paradoxalement, cette rupture politico-syndicale est engagée par des militants qui n'ont jamais appartenu au PCI, contre une génération de militants qui était celle des derniers cadres étudiants passés par l'institution lambertiste, restés fidèles à J.-C. Cambadélis. Ce paradoxe peut être éclairé par le contexte de la socialisation des cadres étudiants qui créent la tendance « Indépendance & Action » en 1993. Leur enrôlement syndical s'est opéré dans le contexte particulier du mouvement étudiant de 1986. Ils ont été socialisés au syndicalisme par la dernière génération militante au sein de l'UNEF-ID qui ait connu « l'âge d'or » du lambertisme, à la fin des années 1970, alors même que leur rupture avec le PCI était encore récente. Ces étudiants découvrant en même temps l'UNEF-ID et l'action collective protestataire ont ainsi été encadrés par des étudiants en fin de cursus, dégagés de leurs responsabilités dans l'UNEF-ID mais ayant « repris du service » à l'occasion du mouvement. On peut penser que, pour un certain nombre de militants, cette première expérience du syndicalisme étudiant ait fixé chez eux des dispositions différentes de celles des militants investis dans d'autres espaces sociaux, qu'il s'agisse du Parti socialiste pour les plus âgés (les trentenaires qui, autour de J.-C. Cambadélis, avaient mené la fronde au sein du PCI), ou des arènes de négociation avec l'Etat et les Universités pour les cadres étudiants en situation de responsabilité au sein de l'UNEF-ID (ceux qui n'ont été socialisés à l'institution lambertiste que de manière superficielle, « *parce qu'il fallait sa carte du PCI pour occuper des responsabilités à l'UNEF* », comme nous le dit un de ces agents). S'est opéré de cette manière un saut de génération dans la transmission de la « geste révolutionnaire lambertiste », actualisée et cristallisée par l'expérience de la mobilisation étudiante. La référence au lambertisme a fourni des ressources pour conduire et légitimer la rupture de 1993. Sous bien des aspects, les conditions de cette scission rappellent en effet celle de 1986 : des cadres étudiants se replient sur le travail syndical dans un contexte où l'activité politique, et particulièrement le PS, sont discrédités (congrès de Rennes, guerre du Golfe, L. Jospin au ministère de l'Education nationale...). Après avoir tenté de peser sur l'orientation de l'UNEF-ID « *en utilisant [leurs] positions au sein de l'appareil* »¹³, ils constituent une fraction clandestine, qui se résout à la rupture publique quand elle constate sa marginalisation dans l'appareil syndical. Le ralliement de ces militants à la Gauche socialiste, à l'issue de discussions avec divers courants, apparaît comme une nouvelle tentative d'ajustement des positions institutionnelles aux dispositions militantes. Sous l'impulsion des permanents de cette nouvelle majorité se trouvent ainsi réactivés nombre de traits constitutifs du style

¹¹ « Quelle réponse à la crise de la culture révolutionnaire ? » (intervention de Jean-Christophe Cambadélis au colloque des CEC du 5 mai 1989), *La Lettre Hebdo*, n°109, 16 juin 1989.

¹² Cf. « Muter », texte d'orientation de la majorité nationale au congrès de l'UNEF-ID de 1991. Sur la stigmatisation du « syndicalisme de contestation » par la majorité de l'UNEF-ID au moment où Lionel Jospin devient ministre de l'Education nationale, cf. Emmanuel Porte, *Mouvements étudiants: construction, enjeux et modes de transmission des références collectives. Retour croisé sur les mobilisations de 1986 et 1995*, mémoire de DEA de science politique, dir. : Sophie Bérout, Lyon, Université Lyon II 2006.

¹³ Lettre d'I&A du 8 jan. 1993.

militant lambertiste : le dévouement total à l'organisation, s'approchant de l'éthique du « révolutionnaire professionnel », facilité par la vie en bandes (développement des colocations, confusion des sphères militantes, amicales, sentimentales – et professionnelles pour les permanents, intériorisation d'une éthique culpabilisatrice du dévouement) ; le virilisme, réactivé dans la mythologie et les entraînements du Service d'ordre, la mise en scène du machisme ou de l'homophobie ; la valorisation de l'esprit d'appareil (succès électoraux, rigueur, organisation : les « croix et les colonnes », dans la continuité de la « méthode objectifs-résultats » du PCI, la défiance à l'égard du « mouvementisme »). La mise sur pied d'une nouvelle configuration politico-syndicale, qui assoit la majorité de l'UNEF-ID sur le courant de la Gauche socialiste, contribuera même à réactiver l'injonction à la justification idéologique (marxiste) des pratiques.

DE LA « POUPONNIERE DES COURANTS » AU MJS « AUTONOME » ET « MILITANT »

D'avantage que par les dispositions statutaires relatives à la jeunesse adoptées au Congrès d'Épinay, la place du MJS au sein de la famille socialiste jusqu'à la fin des années 1980 est définie par la reprise en main miterrandiste du MJS en 1975. L'accord entre les miterrandistes et le CERES au Congrès d'Épinay laissait en effet aux seconds la Jeunesse Socialiste (JS) et les Étudiants Socialistes (ES)¹⁴, qui ont leurs propres Congrès et désignent leurs responsables, sous la tutelle de Jean-Pierre Chevènement, Secrétaire national au programme et aux structures associées (JS, ES et sections d'entreprise). Ces dernières constituent des lieux d'implantation privilégiés pour le CERES, qui, durant cette période où le poids des élus décroît au profit de ressources partisans, se constitue en courant central du nouveau PS¹⁵. Or, après le Congrès de Pau où le CERES sort de la majorité du PS, la JS et les ES sont repris en main par la direction miterrandiste. Les deux organisations fusionnent pour devenir le « secteur jeunesse » du PS, aussi appelé Mouvement de la jeunesse socialiste. La composition de son Équipe nationale est désormais proportionnelle aux voix obtenues par les différents courants lors des Congrès du parti, et les responsables locaux sont nommés par les Secrétaires départementaux du PS. L'affirmation par les miterrandistes de la subordination de la direction du MJS à celle du PS produit deux séries de conséquences.

D'abord, les missions attribuées au secteur d'intervention « jeunesse » du PS écartent l'Université des zones d'interventions prioritaires, au profit des lycéens et des jeunes travailleurs. En 1975 en effet, le Comité pour l'organisation du syndicat des étudiants de France (COSEF) est créé afin d'assurer une implantation aux miterrandistes dans le milieu étudiant. Ses dirigeants s'emploient notamment à prendre la direction de la MNEF, aux mains des jeunes socialistes du CERES depuis 72, grâce à leur accord avec les lambertistes. Le MJS sert alors de « base arrière » aux miterrandistes : Jean-Marie Le Guen, « premier secrétaire du MJS » depuis 77, est également secrétaire général du COSEF ; le secrétaire national du MJS aux « relations extérieures », Didier Vaillant, entre au BN de la MNEF en octobre 76, tout comme le « secrétaire à la coordination et aux étudiants », Jean-Michel Grosz, qui en sera le président de 1979 à 1987. Le MJS en tant que tel est donc absent des luttes d'influences dans la jeunesse scolarisée.

Ensuite, la reprise en main miterrandiste de 1975 contribue à faire du MJS un enjeu partisan : défendre « l'autonomie » de l'organisation de jeunesse, c'est désormais s'opposer à la direction du parti. Ainsi, par exemple, les membres du CERES quittent le Conseil et le Bureau National du MJS l'été 78, en dénonçant le manque d'activité de l'organisation, au profit du COSEF, devenu la tendance « Reconstruction Syndicale » de l'UNEF-US. Leur critique montre que la revendication d'autonomie a avant tout une fonction concurrentielle et stratégique : invoquant les carences du MJS (pas assez démocratique, pas assez présent dans la jeunesse, etc.), les courants minoritaires demandent que le contrôle de l'organisation leur soit octroyé¹⁶. Ce travail de légitimation de l'autonomie de l'organisation de jeunesse par les courants minoritaires du PS tient pour une part à ce qu'ils ne peuvent prétendre à détenir la direction du PS et donc du MJS. C'est pourquoi ils sont conduits à faire de nécessité vertu et à invoquer leur « vertu militante » comme qualité essentielle à la direction du MJS. Par conséquent, les prises de position des courants du PS quant au statut du MJS évoluent très directement en fonction de leur position au PS. Au Congrès de Metz

¹⁴ Emmanuelle Paradis, *Le mouvement de la jeunesse socialiste de 1971 à 1981*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris, Université Paris X, 1992.

¹⁵ Benoît Verrier, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au PDC*, thèse pour le doctorat de science politique, dir. : Brigitte Gäiti, Strasbourg, Université Strasbourg 3, 2003.

¹⁶ Lettre à François Mitterrand et aux membres du Bureau Exécutif du Parti Socialiste, 3 juillet 1978. 116, Fonds Pierre Mauroy, CAS.

de 79, la mise sous tutelle du MJS est cette fois le plus fortement contestée par les rocardiens – qui réclament « un maximum d'autonomie » pour le MJS, « ou bien il n'y aura pratiquement plus de jeunes socialistes »¹⁷ – tandis que le CERES, qui revient dans la majorité du parti et contribue à faire battre les rocardiens, demande désormais une « autonomie organisationnelle du MJS sous le contrôle du PS »¹⁸.

L'appropriation partisane de la catégorie sociale et politique qu'est la « jeunesse » repose ainsi sur des logiques propres à la concurrence interne au PS. Mais si cette thématique est audible au sein du PS, c'est parce qu'elle se développe également, au même moment, dans le débat politique comme dans les politiques publiques et les recherches en sciences sociales et s'affermi au cours des années 1980. Les nombreuses mobilisations de « jeunes », conjuguées à l'abaissement de la majorité civile de 21 à 18 ans en 1974, font de ces jeunes un enjeu électoral important, en particulier pour les partis de gauche qui en sont les premiers bénéficiaires potentiels¹⁹. A partir de mai 1980, et dans une perspective électorale, le MJS retrouve ainsi une forme d'autonomie, du moins au niveau local : les adhérents du MJS élisent leurs responsables fédéraux, et le Secrétaire National à la jeunesse désigné lors des Congrès du PS nomme une Equipe Nationale. Ces membres de l'Equipe Nationale, eux, sont nommés selon le principe de représentation proportionnelle des courants qui prévaut au PS. Pour ces jeunes responsables nationaux du MJS, c'est donc le courant qui constitue l'instance de socialisation politique essentielle et qui distribue les rétributions. Les responsables nationaux du MJS des années quatre-vingt sont avant tout des hommes de courant, qui endossent des compétences de professionnels de la politique : « on est devenu rocardiens et on s'est habillés d'un petit prêt à porter politique et idéologique, assez pratique, si en plus vous avez un peu d'éloquence, que vous répétez un peu intelligemment ce que vous avez appris, tout se passe très bien. »²⁰. C'est à cette époque que se forge l'image du jeune socialiste étudiant dans les grandes écoles, futur professionnel de la politique habillé en « costard cravate ».

Les luttes entre courants du PS s'accroissent en effet au MJS au tournant des années 1990, sous l'impulsion de plusieurs facteurs. Au Congrès d'avril 1987 du Parti Socialiste une modification statutaire prévoit que les votes des adhérents du MJS sur les textes des Congrès du PS seront désormais comptabilisés, et détermineront la composition des instances nationales du MJS. Ces changements statutaires s'inscrivent dans les évolutions de la place politique du PS – échecs électoraux et première cohabitation, et dans la contestation croissante de l'emprise mitterrandiste sur le Parti. Contestation par les membres du CERES qui aboutira finalement à leur départ du Parti en 1991. Contestation surtout par les rocardiens, qui incarnent alors une jeunesse, un dynamisme et une force de contestation à l'intérieur du PS qui les place dans une situation homologue à celle du CERES au début des années 1970, avec un poids comparable dans le parti. Ils sont également liés à la concurrence entre « jeunes socialistes » qui suit le succès de SOS-Racisme puis le mouvement étudiant de 86 et l'arrivée au Parti Socialiste du groupe Convergence(s) Socialiste(s), marginalisant le MJS au profit d'autres jeunes qui connaissent des progressions rapides dans le parti (Julien Dray, Isabelle Thomas, Jean-Christophe Cambadélis).

« A l'époque, le MJS forme surtout des cadres à l'intérieur des courants, c'est une sorte de pouponnière des courants, on y repère les bons, le cas échéant, ils basculent dans le parti socialiste, ils y exercent des responsabilités, mais ça n'est pas le lieu qui fait émerger à la fois les principaux animateurs dans la jeunesse, parce qu'à ce moment là c'est l'UNEF qui produit les cadres, et des cadres qui prennent des responsabilités dans le parti assez vite.²¹ »

La possibilité pour les courants de « se compter » au sein du MJS rend envisageables des alliances susceptibles d'emporter le soutien de la majorité de ses adhérents. Après l'arrivée de L. Fabius à la tête du PS en 1992, les « jospinistes » du MJS, désormais minoritaires, s'allient aux rocardiens pour un « putsch », qui crée un poste de secrétaire général du MJS, concurrent du Délégué National à la Jeunesse nommé par le PS. L'arrivée de M. Rocard au poste de Premier secrétaire en 1993 autorise ce secrétaire général, rocardien, à entamer un processus constituant pour un MJS autonome, parallèle aux Etats Généraux du PS. En octobre 1993 a lieu le « Congrès fondateur » du Mouvement des jeunes Socialistes, désormais une association loi 1901, qui élit ses responsables à tous les niveaux et vote ses propres textes d'orientation, même s'il reste lié et financé en partie par le PS.

¹⁷ Motion d'orientation des rocardiens. *Le poing et la rose*, n°79, fev. 79

¹⁸ Motion E du Congrès de Metz, *ibid.*

¹⁹ Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, Paris: Presses de la FNSP, 1979, 180 p.

²⁰ Entretien avec Benoît Hamon, membre de l'équipe nationale du MJS à partir de 1990, président du MJS de 1993 à 95, 20 avril 2005.

²¹ Entretien cité avec Benoît Hamon.

Avec la « prise » du MJS par les jeunes rocardiens, la « mise en sommeil » des clubs « Forum XXI » fondés pour rassembler les jeunes en vue d'une candidature présidentielle de Rocard, est décidée. Mais il n'y a pas d'arrivée massive au MJS de nouveaux adhérents en provenance des clubs Forum, pas plus que de jeunes rocardiens de l'UNEF-id. Au Congrès de Paris de l'UNEF-Id, les rocardiens passent une alliance avec « I&A » et se constituent en tendance (« Reconstruire »), faisant ainsi basculer la majorité du côté de l'opposition aux « cambas » : ils intègrent donc cette nouvelle majorité. La position des jeunes rocardiens évolue presque simultanément dans les deux principales organisations de jeunesse liées au PS, même si les alliances sont différentes, et si leur position varie : « majo » de la « majo » au MJS, « mino » de la « majo » à l'UNEF-id. Les membres des deux organisations ont beau rester liés par leur orientation politique, leurs pratiques militantes demeurent bien distinctes. Le vice-président en charge des questions sociales de l'UNEF-id à l'époque, rocardien, exprime bien cette dualité qui se renforce encore avec l'autonomie – ou pour reprendre ses termes, « l'existence » - du MJS au sein des jeunes rocardiens, à la fois « intellos » issus des clubs Forum et « mouvistas », du terme couramment utilisé à l'UNEF pour désigner un mouvement étudiant, un « mouv' ».

« A partir du moment où le MJS a existé, paradoxalement les jeunes qui étaient dans le réseau syndical sont devenus encore plus syndicalistes en fait. C'est à dire qu'au départ t'as une génération de personnes qui venait des clubs Forum, donc là y'avait l'aspect club vraiment très famille, et à cette époque là les gens qui étaient dans l'UNEF étaient plus vus comme des politiques qui venaient là. Après, t'as toute une phase de 94-95-96, où le réseau des gens qui étaient chez nous, vu qu'il y avait beaucoup de cadres qu'étaient partis pour animer le MJS, du coup ceux qui restaient à l'UNEF étaient avant tout des syndicalistes. Y'avait une expression qu'avaient les gens à l'époque, à cause de l'aspect club de réflexion, d'intellos, etc, et du coup sur cette période là, y'en a qui disaient qu'on était devenus des « intellos-mouvistes »...Parce que, effectivement, on avait été, parmi les groupes qu'il y avait dans l'UNEF, les plus présents dans le mouvement de novembre-décembre 95, avec une espèce de, de retard à rattraper, ou je sais pas...de truc à compenser...²² »

Ce qui rassemble avant tout les membre de ce « réseau » des jeunes rocardiens, c'est justement une distanciation par rapport au courant rocardien qui intervient très vite après la conquête du MJS, et qui concerne tout autant les jeunes de l'UNEF. Cette « autonomie » aurait pu n'être qu'un rebondissement supplémentaire dans les relations entre le Parti Socialiste et le MJS : il ne s'agit d'abord que d'une mise en cohérence de la direction des jeunes socialistes avec la nouvelle direction du PS emmenée par Michel Rocard. C'est bien parce que le groupe de rocardiens qui investit la direction du MJS à ce moment entend solidifier sa position et se prémunir contre les risques de reprise en main que pourrait entraîner un changement de direction au PS que « l'autonomie » va être investie aussi fortement, et Nouvelle Gauche (NG) créée. Les procédures d'adoption des textes d'orientation du MJS permettent d'autant mieux à Nouvelle Gauche de légitimer son autorité en renforçant son identité doctrinale que l'opposition interne n'est pas assez puissante pour présenter un candidat alternatif à la présidence, et qu'un texte unique est proposé au vote des adhérents jusqu'au Congrès de 97.

La création de Nouvelle Gauche autour de la majorité du MJS s'accompagne d'un investissement très rapide dans les mouvements sociaux et particulièrement étudiants de 93 et 94 (révision de la loi Falloux, CIP, lois Pasqua). C'est dans cette optique qu'un de ses membres crée en 1994 l'UNL, un syndicat lycéen destiné à concurrencer la FIDL, liée à la Gauche Socialiste. La participation au « mouvement social » et les possibilités de recrutement augmentées qu'elle offre sont alors les moyens de légitimer « l'autonomie » comme gage du bon fonctionnement du MJS. Cet investissement dans les mobilisations étudiantes semble pouvoir rapprocher le MJS des pratiques militantes de l'UNEF-ID, et de son vocabulaire. « *Y'avait de la baston dans la rue sur le front de la lutte pour l'autonomie de la jeunesse, et puis en même temps on construisait l'organisation* » nous relate ainsi son président de l'époque.

La création d'un « groupe politique » relativement distinct des courants du PS et qui ne présente pas de textes aux Congrès du parti, et l'investissement dans le recrutement et la « construction de l'organisation » protègent en effet la direction du MJS d'une reprise en main par H.Emmanuelli, qui remplace M.Rocard à la tête du PS dès juin 94. « L'autonomie » se stabilise.

²² Entretien avec Christophe Berardi, 15 janvier 2004.

DE LA CIRCULATION DES NORMES A L'HYBRIDATION D'UN NOUVEAU STYLE MILITANT

Au MJS comme à l'UNEF, les années 1993-94 sont marquées par un investissement dans les mouvements sociaux d'autant plus fort que les groupes dirigeants doivent légitimer une position nouvellement acquise. Ce rapprochement dans les pratiques militantes est contrarié par l'occupation de positions opposées au sein du PS : alors que les dirigeants majoritaires de l'UNEF deviennent minoritaires dans le PS à partir de 1995, Nouvelle gauche est au contraire proche du nouveau Premier secrétaire, Lionel Jospin.

Entre gauche de gouvernement et perte d'évidence des normes militantes

La victoire du PS aux élections législatives de 1997 prolonge ce décalage. La première équipe nationale du MJS autonome s'investit largement dans les cabinets ministériels. Benoît Hamon entre comme conseiller politique au cabinet de Martine Aubry, et Nouvelle Gauche est un temps proche de la ministre. Après un soutien sans faille aux 35h et aux emplois-jeunes, les rapports entre le MJS et le gouvernement Jospin sont malmenés par la non abrogation des lois Pasqua-Debré que réclame le MJS, et par les difficultés croissantes pour Nouvelle Gauche à faire face aux attaques de la Gauche Socialiste qui condamne le traité d'Amsterdam, la poursuite des privatisations, le maintien du plan Juppé. Les dirigeants de Nouvelle Gauche vont chercher à maintenir leur identification en tant que « partenaires critiques » du gouvernement Jospin en investissant et en « étant en pointe » sur les « questions de société » : féminisme et droits des homosexuels. Le MJS soutient l'adoption du PACS et de la parité.

La possibilité de porter ces revendications a émergé progressivement dans l'organisation grâce à l'action de quelques militants de ces causes. « *Au départ, c'était quelques homos qui portaient ça, et puis c'est devenu une revendication collective, ça a jamais été communautariste, c'était un combat politique pour les droits des homosexuels.*²³ » L'évolution des modes de militantisme du MJS depuis 1997, d'actions de « baston dans la rue » à un retrait des mouvements de contestation du gouvernement pour privilégier la formation et l'écriture de propositions politiques, influence certainement la distance vis à vis d'un modèle viril de militantisme qui aurait rendu difficiles ces revendications. De même, la valorisation des compétences scolaires, « expertes », rend possible pour de nombreuses jeunes femmes diplômées des trajectoires d'ascension dans l'organisation.

L'élection en décembre 2001 d'une femme à la présidence du Mouvement des Jeunes Socialistes, qui va de pair avec l'adoption de la parité dans les instances collectives (Bureau National, Collectifs Fédéraux) marque en effet un moment particulier de la vie de l'organisation. La marque des anciens jeunes rocardiens sur le MJS s'estompe, avec le départ progressif de la génération de B. Hamon puis de la vague de militants formés immédiatement après l'autonomie, sous son mandat de président. La fin du modèle de formation des cadres politiques qui prévalait depuis l'autonomie du MJS en 1993 est visible dans la trajectoire politique de la nouvelle présidente du MJS. Alors que tous ses prédécesseurs sont issus des Clubs Forum, ce n'est pas le cas de Charlotte Brun dont le parcours militant a commencé au MJS. Une trésorière et chargée des fédérations, autrement dit une « numéro 2 » de l'organisation, une Secrétaire Nationale aux adhésions et aux universités, une Secrétaire Nationale aux questions de société, une Secrétaire Nationale aux relations internationales et une représentante du MJS au niveau européen composent la majorité de l'équipe présente en permanence au siège du MJS (même si toutes ne sont pas rémunérées pour cette activité). Elles sont dans l'ensemble très diplômées (grandes écoles, doctorats) et relativement délogées des impératifs de séduction que connaissent d'autres militantes²⁴.

Cette évolution est également palpable dans le recrutement et les « raisons d'agir » des adhérents²⁵. En effet, d'après les résultats de notre questionnaire²⁶, presque la moitié (48 %) de ceux qui ont adhéré au MJS entre 1993 et 1997 mentionnent un mouvement étudiant ou lycéen comme première mobilisation politique ; un autre quart (24 %) cite un mouvement social. En revanche, seulement un tiers (32 %) de ceux qui ont adhéré entre 1997 et 2001 considère qu'un mouvement étudiant ou lycéen a constitué leur

²³ Entretien cité avec B. Hamon.

²⁴ Cf. Lucie Bargel, « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des jeunes socialistes », *Genèses*, n°67, 2007, p. 45-65

²⁵ Olivier Fillieule, *art. cit.*

²⁶ Questionnaire passé aux délégués au Congrès du MJS de 2003 (n=199). On a rapproché la date d'adhésion au MJS et la réponse à la question « Quelle a été votre première mobilisation politique marquante ? »

première mobilisation politique, et 6 % d'entre eux, un mouvement social. Pendant cette période, les campagnes électorales sont devenues le principal canal de recrutement du MJS (43 % des adhésions, alors qu'elles n'en représentaient auparavant que 24 %).

Alors que la règle est à la nette prépondérance des hommes dans les instances de direction du MJS comme de l'UNEF-ID²⁷, la présence d'une femme présidente de chacun de ces groupes au début des années 2000 peut être considérée à la fois comme un indicateur de perturbations des modèles militants en vigueur, construits autour de qualités réputées masculines, et comme un signe d'ouverture, d'assouplissement de ces modèles susceptibles d'en accentuer encore le brouillage.

En effet, en 1998, Carine Seiler succède à Pouria Amirshahi à la présidence de l'UNEF-ID. À la figure du militant de choc qu'incarnait, dans la logique du changement de majorité de 1994, Pouria Amirshahi (il a rencontré l'UNEF-ID bien avant d'y adhérer, à 14 ans, dans le mouvement lycéen de 1986, et s'est illustré dans les mobilisations successives) succède celle de l'élue maîtrisant ses dossiers, ancienne vice-présidente étudiante de l'Université Paris I, élue au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, préparant une thèse de Droit social. L'année suivante, Mickaël Delafosse, ancien président de l'UNL et membre de Nouvelle Gauche, qui a succédé à C. Seiler au CNESER, devient vice-président. L'arrivée de la gauche plurielle au gouvernement n'est évidemment pas indépendante de ces évolutions : dans un contexte où le parti dont sont proches la plupart des cadres syndicaux arrive au pouvoir, sont privilégiées les personnalités pouvant incarner un syndicalisme partenarial, capables de négocier au plus précis avec les pouvoirs publics, ce que l'UNEF-ID fera notamment dans la mise en œuvre d'un « Plan social étudiant ». Entre 1997 et 2002, la participation aux mobilisations étudiantes passe ainsi au second plan des pratiques militantes.

Que cette période corresponde à une phase de redéfinition des pratiques militantes légitimes pourrait ainsi trouver crédit dans la perte d'évidence d'une discipline qui allait auparavant de soi. C'est notamment ce qu'on constate lors des réunions du Bureau national. Alors même qu'elle peut se prévaloir, au sein du BN, d'un profil plus intellectuel que son prédécesseur, elle se permet des interventions reconnaissant et assumant une non maîtrise des débats. P. Amirshahi, au contraire, faisait des sermons contre « ses » militants, qu'il qualifiait d'« enfants gâtés du syndicalisme ». Les membres de la majorité s'autorisent à remettre en question les décisions de la présidente et du secrétaire général. La coordination est moins grande entre les membres du BN, les réunions souvent plus longues. Pourtant, la nouvelle présidente n'est pas une nouvelle venue, dans l'UNEF-ID comme dans le militantisme en général : elle a commencé à militer à 14 ans, à SOS-Racisme, a été présidente de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne en 1989-90, avant d'intégrer l'UNEF-ID, dont elle a participé à la direction à partir de 1994. C. Seiler devient même présidente à l'âge où son prédécesseur abandonne son mandat : 26 ans.

S'agit-il d'un changement du style militant légitime ? Dans un contexte où les compétences « expertes » sont réévaluées, cette altération des disciplines corporelles pourrait s'expliquer par l'élaboration d'un nouveau style militant, plus cérébral et, à ce titre, moins dépendant des normes de genre. Tout en sachant par moments endosser la figure d'autorité que confère sa position de présidente, C. Seiler se caractérise alors incontestablement, dans ses manières d'être courantes, dans ses façons de parler, les contorsions de sa bouche, sa tendance à se tortiller sur sa chaise, par une *hexis* de jeune fille. Ce qui pourrait expliquer que, dans un BN resté marqué par des valeurs de virilité, l'autorité de la nouvelle présidente paraisse beaucoup moins évidente.

La fragilisation du système d'autorité de l'institution doit tout autant aux enjeux qui traversent l'UNEF-ID dans cette période. Les développements de l'affaire de la MNEF, de même que la bataille autour de la réunification des deux UNEFs, créent une situation extrêmement tendue et concurrentielle, où les positions de chacun, groupes et individus, peuvent être brutalement et radicalement redéfinies. Ainsi, dans un contexte de conflits internes à la majorité de la majorité (qui aboutiront d'ailleurs, sur le terrain politique, à l'explosion de la Gauche socialiste), C. Seiler ne saurait être créditée de l'autorité nécessaire à cette entreprise de redéfinition des normes militantes légitimes. C'est pour cette raison qu'elle sera, sous l'impulsion d'autres dirigeants de sa tendance, « poussée » hors du syndicat au congrès de mai 2001 (puis à

²⁷ Le premier Bureau National du MJS autonome comprend 7 femmes (20%) pour 34 membres. En 2003, malgré l'adoption de la parité pour les instances collectives, les Animateurs Fédéraux du MJS sont pour 75% d'entre eux des hommes. En 2006, malgré une tendance à la féminisation, il n'y avait encore que 32% de femmes pour 68 % d'hommes parmi les dirigeants de l'UNEF (Bureau national et Commission de contrôle).

nouveau poussée hors de la MNEF en 2003). Les conflits internes à la majorité de la majorité sont en outre redoublés par la détérioration progressive de ses rapports avec la sensibilité animée par les militants de Nouvelle Gauche, jusqu'à la création par ces derniers, en 2000, de la Tendance Égalité. Cette double crise, interne à la sensibilité et à la tendance majoritaires, a deux conséquences. D'une part, la notion d'indépendance est fortement réinvestie par les majoritaires pour légitimer leur contrôle sur l'organisation ; d'autre part, la nécessité de démarcation entre Majorité et TE va conduire les uns et les autres à réactiver le clivage « bolcheviks » *versus* « intellos ». Le remplacement de Carine Seiler par Yassir Fichtali à la présidence de l'UNEF-ID, avec le soutien de Pouria Amirshahi, semble ainsi répondre à cette double crise en réactivant le modèle militant traditionnel : le premier discours du nouveau président revêt un ton plus offensif, annonçant une journée de mobilisation pour la rentrée universitaire suivante.

Après le 21 avril 2002 « le grand chelem » des minorités de gauche du PS

La déstabilisation des normes militantes qui prévalaient à l'UNEF-ID et au MJS jusqu'à la fin des années 1990 s'accroît après l'échec du Parti Socialiste et les mobilisations contre la présence du FN au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

L'échec inattendu du PS a d'abord des conséquences directes sur la configuration des rapports de concurrence entre les courants du parti. Dès octobre 2002, Nouvelle Gauche participe à la création du Nouveau Parti Socialiste et quitte ainsi la majorité du PS au Congrès de Dijon. Cette orientation durcit les rapports entre la direction du MJS et celle du PS, et donne un sens nouveau à la notion « d'autonomie ».

Les années suivantes sont donc marquées pour le MJS à la fois par un fort recrutement lié autant au 21 avril 2002 qu'à son nouveau positionnement politique, minorité de gauche du PS, et par une raréfaction des cadres nationaux, qui s'engagent activement dans le NPS et conquièrent ainsi des postes de responsabilité dans le PS²⁸. Effet paroxystique de cette évolution, le président élu en décembre 2003 n'a pas été formé au MJS. S'il est adhérent de longue date de l'organisation de jeunesse, sa socialisation militante s'est déroulée principalement à l'UNEF-ID : de 1997 à 2001, il milite activement dans le syndicat étudiant, d'abord dans son université puis au Bureau National pendant deux ans. Il entre au BN du MJS en septembre 2002, en même temps qu'il est membre de celui de la LMDE. En tant que président, il défend « les rythmes politiques » plus lâches du MJS par rapport au « stakhanovisme de l'UNEF », auquel il reproche notamment d'avoir mis en péril sa trajectoire universitaire (il a arrêté ses études après une licence d'histoire). Son mandat est néanmoins marqué par l'influence de son expérience du « militantisme plus actif » de l'UNEF, qui prend tout son sens dans un contexte d'opposition à la droite au pouvoir et de radicalisation de la position du MJS parmi les socialistes. « *Ce que j'ai appris de l'UNEF, c'est qu'il faut donner un peu de concret aux mecs, quoi, les actions coup de poings, des collectifs logement, des trucs de sans-papiers, on essaie de développer un activisme à l'anglo-saxonne, qu'est pas dans l'histoire du MJS* » nous explique-t-il. Alors que le MJS recrute de très jeunes militants, en particulier lycéens avec le 21 avril 2002 puis le mouvement lycéen de 2003, ce recrutement ne peut pas compenser le manque de militants « expérimentés », ayant suivi le parcours de progression classique qui veut qu'au MJS les membres du BN se recrutent principalement parmi les anciens animateurs fédéraux. D'autres cadres de Nouvelle Gauche à l'UNEF entrent ainsi au Bureau National du MJS à ce moment.

La transition générationnelle se clôt au MJS avec le choix du candidat de Nouvelle Gauche pour la présidence du MJS en 2005, qui referme les possibilités ouvertes par cette période de redéfinition du modèle militant. Deux personnes sont en effet en concurrence pour être désigné : une jeune femme, diplômée d'HEC puis de l'IEP de Paris, entrée au MJS puis très rapidement au Bureau National sous le mandat de Charlotte et Secrétaire Nationale puis permanente sous le mandat de David. Son concurrent est un jeune homme, enfant de migrants du Maghreb, qui commence à militer contre le FN à Toulon, d'abord au PS où il devient secrétaire de section, puis au MJS. Chacun d'eux incarne de manière archétypale les styles militants successifs - et devenus concurrents - qui ont prévalu au MJS depuis le début des années 2000. Le profil de celui qui lui est préféré, Razyze Hammadi, enfant de parents immigrés et ouvriers, est largement commenté par les médias au prisme de la « diversité » en politique. En interne, la reprise de certains traits stéréotypés du « garçon arabe²⁹ » lui permet de s'affranchir partiellement des injonctions au féminisme et à la lutte contre l'homophobie. « Moi, le premier homo que j'ai rencontré c'est au BN du

²⁸ Après le Congrès de Dijon, Nouvelle Gauche détient 14 postes de titulaires (sur 200) au Conseil national du PS.

²⁹ Nacira Guénif-Souillamas et Eric Macé, 2004, *Les féministes et le garçon arabe*, Ed. L'Aube.

MJS, ça ne fait pas partie de ma culture. »³⁰ Même s'il met peu en avant sa compétence experte, Razzye Hammadi peut néanmoins se prévaloir, contrairement à son prédécesseur, de sa qualité de doctorant en économie.

Alors même que le MJS se « militantise », l'UNEF semble accomplir l'évolution qui avait été avortée sous le mandat de Carine Seiler. L'élection de Bruno Julliard comme nouveau président du syndicat, en juillet 2005, marque le choix d'un profil plus intellectuel. Il est préféré à d'autres successeurs possibles de Yassir Fichtali, davantage marqués par le modèle militant traditionnel. Étudiant en Droit public à Lyon, Bruno Julliard est entré au BN de l'UNEF en 2003. Il a été élu au CNESER de 2004 à 2006, où il s'est particulièrement occupé du dossier de la recherche. Mais avant d'être un syndicaliste, Bruno Julliard a d'abord été militant politique : signataire de la motion de la Gauche socialiste au congrès de Grenoble de 2000, il est animateur fédéral du MJS de Haute-Loire en 2001. De même, son *hexis* est moins marquée par des traits virils, il s'exprime lentement, calmement, d'une voix douce... Dans ses pratiques militantes quotidiennes au Bureau National, il est moins engagé dans une sociabilité virile que ne l'était son prédécesseur.

Ce chassé-croisé des profils militants valorisés à la tête des organisations reflète ainsi la circulation accrue des individus entre les deux organisations, marquant une hybridation des styles militants. Le contexte de « bagarre » contre la droite, dont les effets sont redoublés par ceux des campagnes pour le « non » au référendum sur le TCE de Nouveau Monde et du Nouveau Parti Socialiste puis par leur fusion au Congrès du PS de novembre 2005, rapproche les styles de militantisme en vigueur à l'UNEF et au MJS. La circulation des militants s'accroît, en particulier au Bureau National du MJS qui accueille d'anciens responsables nationaux de l'UNEF, mais aussi localement dans les Collectifs Fédéraux. Après le mouvement lycéen de 2003, le mouvement anti-CPE du printemps 2005 établit durablement les mouvements étudiants comme moments de visibilité et de recrutement privilégiés, et de construction de référence collective, pour le MJS. Les tracts du MJS reprennent la charte graphique des tracts de l'UNEF.

Ainsi, paradoxalement, les modes d'actions et les valeurs de « formation politique » et « d'efficacité » de l'UNEF deviennent dominantes au MJS, tandis qu'à l'UNEF commence à s'opérer une réévaluation du dévouement militant. Réciproquement, des « anciens » de l'UNEF se retrouvent avec les militants du MJS à la direction d'un courant interne au Parti Socialiste dont les principaux animateurs, tout comme l'essentiel des militants, proviennent de ces deux organisations de jeunesse.

« Nous ce qu'on a toujours envié chez le groupe qui dirige l'UNEF c'est cette formation politique de leurs cadres et l'efficacité de leurs cadres, ce qu'ils ont toujours envié chez nous c'est cette autonomie qui permet d'être des dirigeants à part entière, de faire des choix, y compris quand ils reviennent dans la sphère politique, c'est à dire que nos dirigeants syndicaux de NG c'est des dirigeants politiques, ils donnent la ligne du groupe aussi.³¹ »

Après le Congrès du Mans en effet, si certains représentants du NPS dans les instances du PS sont des figures « aînées » du Parti (Henri Emmanuelli, Vincent Peillon), la majorité des animateurs du courant sont issus de l'UNEF et du MJS (Benoît Hamon et Barbara Romagnan de NG sont Secrétaires Nationaux), plus précisément des générations qui s'y sont succédées depuis 1986 (Pascal Cherké est chargé de la « coordination générale du courant », Isabelle Thomas est Secrétaire Nationale). Le pôle « structuration » de la direction nationale du courant est confié à Régis Juanico, Secrétaire National aux élections du PS, ancien président des Clubs Forum et du MJS de 95 à 97, avec d'anciens responsables rocardiens et jospinistes de la fin des années 80 au MJS et à l'UNEF (Olivier Girardin, Renaud Lagrave). Des animateurs des organisations de jeunesse de la fin des années 90, Tania Assouline, ancienne secrétaire générale de l'UNEF, Charlotte Brun, ancienne présidente du MJS, Guillaume Balas, ancien membre de la direction de la Tendance Égalité à l'UNEF, etc., occupent également des responsabilités dans cette direction nationale.

L'histoire récente de l'UNEF et du MJS, depuis le milieu des années 1990, témoigne ainsi d'un processus d'hybridation de styles militants auparavant concurrents. S'était imposé dans l'UNEF-ID un modèle militant hérité de son histoire lambertiste, privilégiant l'identité syndicale à l'identité étudiante. Sous le poids de l'ouvriérisme et du virilisme importés du « mouvement ouvrier », et des exigences de dévouement inspirées du rôle de révolutionnaire professionnel, les ressources scolaires ne sont pas

³⁰ Notes d'observation, juillet 2003.

³¹ Entretien cité avec B. Hamon.

déterminantes pour s'élever dans l'organisation, l'engagement syndical à plein temps ayant plutôt tendance, à l'inverse, à conduire les permanents à renoncer à leurs ambitions universitaires. C'est un modèle militant plus scolaire qui avait été façonné au sein du MJS, héritage de son histoire rocardienne, valorisant les ressources scolaires, sinon expertes. À ce titre, ce modèle apparaissait plus mixte, ouvert à la remise en cause des normes de genre et de sexualité. Le passage du PS dans l'opposition, en 2002, aura permis l'aboutissement de cette hybridation du modèle militant : de groupes concurrents dans l'espace politique et syndical, les majoritaires de l'UNEF et les majoritaires du MJS se retrouvent pour fusionner dans un nouveau courant qui se place en position de minorité de gauche au sein du PS. L'UNEF se fait moins bolchevique, ses dirigeants intègrent des préoccupations nouvelles, tandis que le MJS se découvre plus militant.

Ainsi, paradoxalement, si la période récente a été marquée par un resserrement des liens entre le groupe dominant dans le syndicat et le groupe dominant dans l'organisation de jeunesse du PS, ce processus s'est déroulé au nom du renforcement de l'indépendance de l'UNEF (dans la rupture avec J. Dray) et de l'autonomie du MJS (dans la prise de distance avec M. Aubry).

Le registre de l'indépendance n'apparaît en effet jamais tant investi dans l'UNEF que quand se font jour des désaccords au sein du groupe politico-syndical dirigeant le syndicat (en 1986, 1993, 2000-2001). Quand il s'agit d'imposer une orientation qui ne va pas de soi dans le groupe large, politico-syndical, le resserrement autour des « intérêts de l'UNEF » apporte un surcroît de légitimité à ceux qui sont dominants dans le syndicat mais dominés dans le groupe politique. Quand l'ordre politico-syndical ne va plus de soi, ceux qui sont investis prioritairement dans l'activité syndicale retrouvent la légitimité et les ressources propres à cette position.

La mobilisation du registre de l'autonomie est un peu différente dans le cas du MJS, puisqu'il s'agit pour ses dirigeants de revendiquer une liberté de décision dans le cadre d'une solidarité politique qui ne peut être discutée : le MJS appartient par nature à la famille socialiste. La revendication d'autonomie passe alors par la constitution d'un courant spécifique dans l'espace politique socialiste.

L'investissement dans le courant issu de la fusion entre Nouveau Monde et Nouvelle Gauche de jeunes militants issus de l'histoire récente de l'UNEF et du MJS se comprend à l'aune de ces histoires. L'intégration de jeunes ou « presque encore jeunes » à la direction du courant garantit que les échanges politiques (entre le courant et le MJS, entre le courant et l'UNEF) ne seront pas redoublés par des rapports d'autorité de type paternaliste. Du point de vue des militants investis dans l'UNEF, la présence de militants auparavant syndicalistes ou restés proches d'eux assure un rapport de confiance entre dirigeants syndicaux et politiques, et la conviction que les uns et les autres, ayant été socialisés dans des conditions proches, sauront respecter l'indépendance réciproque du syndicat et du courant. L'indépendance de l'UNEF se trouve à leurs yeux paradoxalement confortée par l'intégration de jeunes à la direction du courant politique, de même que par la situation de double opposition politique (opposition interne au PS, opposition du PS à la droite au pouvoir). Du point de vue des militants du MJS, le choix de l'immersion de NG dans un courant plus large, au risque de remettre en cause ce qui avait été la clé de « l'existence » du MJS, est de la même manière rendu possible par l'intégration des jeunes à la direction du courant et par la position du courant comme minorité interne au Parti. C'est dans les proximités forgées par des expériences militantes communes et des positions homologues dans l'espace socialiste que se sont réunies les conditions de possibilité d'une fusion entre des groupes militants aux histoires spécifiques.

BIBLIOGRAPHIE

- BARGEL Lucie, « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des jeunes socialistes », *Genèses*, n°67, 2007, p. 45-65
- BARGEL Lucie, *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, thèse de science politique, dir. : Frédérique Matonti, Paris, Université Paris I, 2008.
- FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 199-215.
- GUENIF-SOUILAMAS Nacira et MACE Eric, *Les féministes et le garçon arabe*, Paris, Ed. L'Aube, 2004.
- JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 131-153.
- MAUGER Gérard, « Espace des styles de vie déviants des jeunes des milieux populaires », in BAUDELLOT Christian, MAUGER Gérard, dir., *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 347-384.
- MAUGER Gérard, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la « génération de mai 68 » », in CHEVALLIER Jacques, dir., *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226
- MOSSUZ-LAVAU Janine, *Les jeunes et la gauche*, Paris, Presses de la FNSP, 1979.
- PARADIS Emmanuelle, *Le mouvement de la jeunesse socialiste de 1971 à 1981*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris, Université Paris X, 1992.
- PORTE Emmanuel, *Mouvements étudiants: construction, enjeux et modes de transmission des références collectives. Retour croisé sur les mobilisations de 1986 et 1995*, mémoire de DEA de science politique, dir. : Sophie Bérout, Lyon, Université Lyon II, 2006.
- VERRIER Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au PDC*, thèse pour le doctorat de science politique, dir. : Brigitte Gaiti, Strasbourg, Université Strasbourg 3, 2003.
- YON Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Étude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mém. DEA Sc. politique, dir. : Jacques. Lagroye, Paris, Université Paris I, 2001.
- YON Karel, « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une "élite militante" », *Cahiers du GERME*, n°4, 2003.
- YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-167.